

ÉCONOMIE

Carlos Lopes : « Le Niger ne peut tenir longtemps sous de telles sanctions »

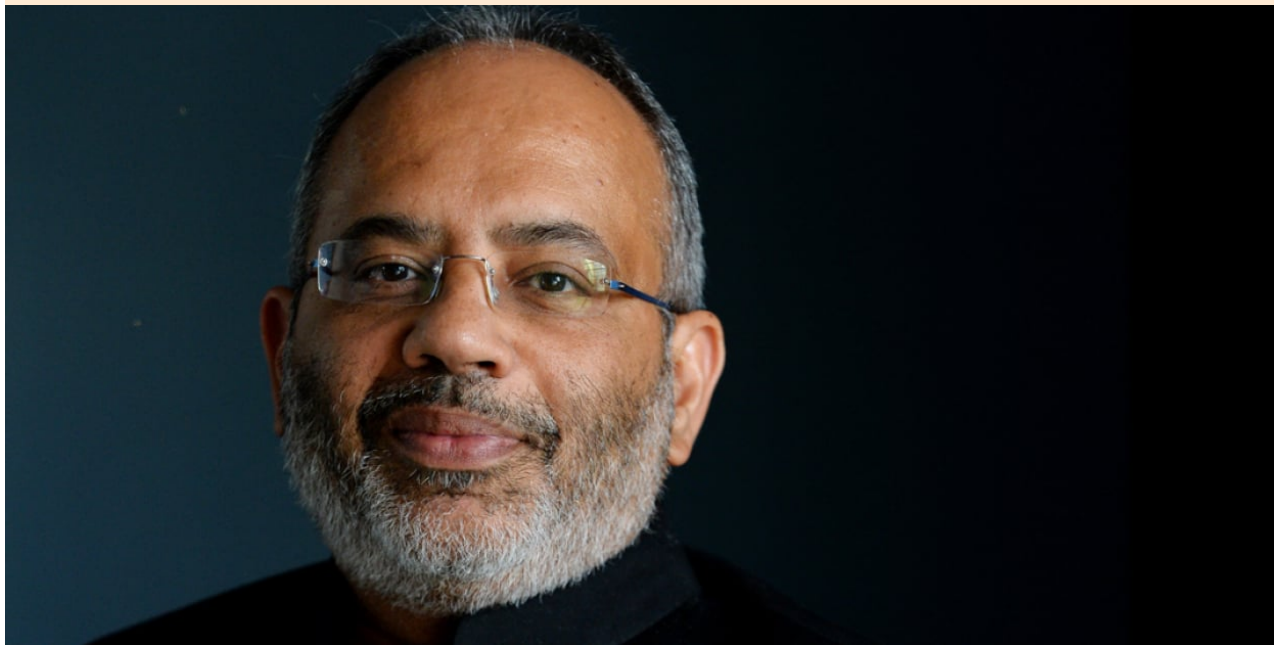
S'il ne nie pas les difficultés politiques de la Cedeao, le professeur d'économie bissau-guinéen croit encore à son pouvoir d'attraction. Tout en déplorant l'impact de ses sanctions contre Niamey.

JA Réservé aux abonnés

12 août 2023 à 12:21

Par *Estelle Maussion*

Mis à jour le 12 août 2023 à 12:21



L'ACTU VUE PAR – « Un continuum très préoccupant du Soudan au Mali. » C'est ainsi que l'économiste bissau-guinéen [Carlos Lopes](#), voix écoutée sur le continent, décrit la situation au Sahel depuis le [coup d'État intervenu le 26 juillet au Niger](#) contre le président [Mohamed Bazoum](#).

À LIRE

[Intervention de la Cedeao au Niger : dans le huis clos des chefs d'État](#)

S'il déplore le basculement dans l'instabilité d'un nouveau pays de la zone, le professeur de l'université du Cap, chantre du développement et de la bonne gouvernance, porte aussi un regard critique sur les sanctions prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) contre Niamey. Entretien.

Jeune Afrique : À l'issue d'un nouveau sommet à Abuja le 10 août, [la Cedeao a ordonné le déploiement d'une force militaire pour rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions tout en laissant la porte ouverte aux négociations](#). **Croyez-vous à une intervention armée au Niger ?**

Carlos Lopes : Dans le cas où elle se produirait, l'intervention de la Cedeao buterait sur deux difficultés. D'une part, elle pâtirait d'un déficit de légitimité venant du fait que l'organisation régionale a été [inconstante dans son traitement des différents changements constitutionnels](#) intervenus au Mali, au Tchad, en Guinée et au Burkina Faso. D'autre part, elle buterait sur un manque de capacité. Un déploiement ne pourrait se faire sans la solide contribution du géant régional qu'est le Nigeria, lequel rencontre des difficultés à maintenir la stabilité sur son propre territoire, en particulier dans le nord du pays, preuve que son armée n'est plus ce qu'elle était.

L'intervention est risquée et les négociations échoppent pour l'heure. Pourquoi la situation est-elle si compliquée ?

Le coup d'État au Niger intervient dans un contexte complexe. On observe un double phénomène dans la sous-région : la présence d'intérêts d'un très grand nombre de puissances étrangères – France, États-Unis, Russie, Turquie, les pays du Golfe, entre autres – et l'utilisation de la menace djihadiste par des juntes militaires pour justifier leur prise de pouvoir sur fond de proclamations nationalistes.

À LIRE

Coup d'État au Niger : qui conseille Bola Tinubu pour faire échouer le général Tiani ?

Cela se traduit par de multiples rapports de force : des groupes djihadistes, en partie financés par des intérêts du Golfe, contre les pouvoirs réguliers ; un bras de fer entre les Occidentaux et la Russie via la milice Wagner ; la rivalité entre l'Algérie et le Maroc pour s'imposer comme médiateur dans la zone... La géopolitique mondiale entraîne une guerre par procuration sur le terrain ouest-africain. On le voit déjà au Mali et au Burkina-Faso ; cela risque d'arriver au Niger.

Comment sortir de l'impasse ?

La doctrine de maintien de la paix, qui fonctionnait jusqu'à présent, est mise en échec. Elle repose sur le principe de subsidiarité : la communauté internationale délègue à l'organisation régionale la plus proche de la crise la responsabilité de sa résolution. Problème, cette subsidiarité est aujourd'hui utilisée pour servir des jeux d'influences régionaux. Il faut donc l'abandonner et faire appel à des acteurs qui se trouvent plus éloignés du terrain.



LA CEDEAO DEMEURE UN MODÈLE D'INTÉGRATION RÉGIONALE ET UN PROJET ATTRACTIF

De même, les pays qui ont des intérêts dans la région – comme la France mais aussi les États-Unis – doivent être écartés. L'Afrique du Sud, qui bénéficie d'une stature internationale, l'Inde, le Canada ou encore la Norvège, qui a efficacement contribué à la résolution de tensions par le passé sur le continent, pourraient assurer une médiation.

Est-ce que ce coup d'État sonne le glas de la Cedeao ?

Malgré ses difficultés sur le plan politique, elle continue d'offrir un ensemble d'instruments, notamment économiques, intéressants. Garantissant la libre circulation des personnes en son sein, elle demeure aussi un modèle d'intégration régionale et un projet attractif. La preuve, la Mauritanie s'en rapproche quand le Maroc a déjà fait part de sa volonté de l'intégrer.

Que pensez-vous des sanctions économiques, dont la suspension des transactions commerciales et financières, prises contre Niamey ?

Ces sanctions sont d'une ampleur inédite, bien plus radicales que celles qui visent la Russie. Pour se rendre compte de leur portée : c'est comme si la banque centrale du Niger mettait la clé sous la porte. Le pays ne peut tenir longtemps dans une telle situation.



IL FAUT CRÉER UNE AGENCE DE L'INTÉGRITÉ ÉLECTORALE

Il ne peut survivre en autarcie et les deux économies en mesure de l'aider, le Mali et le Burkina Faso, sont des États enclavés. Ces sanctions devraient donc être le déclencheur d'une solution négociée.

Quelles leçons tirez-vous de cette crise sur le plan de la gouvernance ?

Sa consolidation tient à deux points : la crédibilité des systèmes électoraux et la transformation économique. Sur le premier point, on ne peut que constater que, les systèmes électoraux étant très manipulables, la légitimité des élections est de plus en plus facilement remise en cause. Pour y remédier, il faut créer une agence de l'intégrité électorale édictant les bonnes pratiques et validant ou non la qualité de chaque processus.

À LIRE

Moody's assène un nouveau coup à l'économie nigérienne

Concernant le second point, l'impatience croissante de la jeunesse africaine vis-à-vis de l'amélioration des conditions de vie est synonyme de pression accrue sur les pouvoirs publics. Pour y répondre, il n'y a pas d'autre choix que d'investir pour créer des activités et des opportunités. Autrement dit, éviter que l'informel sur le plan économique nourrisse des turbulences au niveau politique.

À LIRE AUSSI

- > **JA** [Coup d'État au Niger : la communauté internationale fait bloc derrière la Cedeao](#)
- > [Coup d'État au Niger : la Cedeao confirme l'option militaire](#)
- > **JA** [Avec l'embargo, l'économie nigérienne bientôt asphyxiée ?](#)